larevuedupraticien

314, Bureaux de la Colline,
92213 Saint-Cloud Cedex
Tél. : 01 55 62 68 00 Fax : 01 55 62 68 12
revprat@gmsante.fr
www.larevuedupraticien.fr

DIRECTION DES RÉDACTIONS MÉDICALES
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Deleuze

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Marie-Aude Dupuy

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION SCIENTIFIQUE
Jean-Noël Fiessinger, Jean-Michel Chabot, Jean-François Cordier, Claude-François Degos, Richard Delarue, Jean Deleuze, Olivier Fain, Bernard Gavid, Laurent Karila, Alexandre Pariente, Alain Tenaillon

A COLLABORÉ À CE NUMÉRO
Hélène Esvant

RELECTEURS ET CONSEILLERS SCIENTIFIQUES 2012-2013
Y. Agid, J.-C. Barbare, A. Benachi, A. Borgne, E. Bouvet, F. Bricaire, J. Carlet, X. Chevalier, J.-C. Daubert, J.-C. Delchier F. Desgrandchamps, B. Fautrel, M. Fix, J.-C. Guilland, P.-Y. Hatron, C. Hill, L. Iserin, P.-H. Jarreau, M. Lanteri-Minet, C. Legendre, J.-L. Mas, E. Masmejean, J.-Y. Pierga, P. Plouin, P.-F. Plouin, C. Rey, C. Robert, C. Roux, J.-A. Sahel, F. Schürhoff, A. Simon, F. Zinzindohoué.

COMITÉ D'HONNEUR
Dominique Laplane

Secrétariat de la rédaction
Patricia Fabre

RÉDACTION EN CHEF TECHNIQUE
Chantal Trévoux (6806) ctrevoux@gmsante.fr
Directrice artistique
Cécile Formel (6928) cformel@gmsante.fr
Secrétaires de rédaction
Cristina Hoareau, Régine Michel
Rédacteurs-réviseurs
Françoise Étesse, Virginie Laforest

larevuedupraticien®
est une publication de **GLOBAL MÉDIA SANTÉ SAS**
Principal actionnaire : ATMED SAS
www.globalmediasante.fr

GMSANTÉ

Capital de 4 289 852 €
Durée de 99 ans à compter du 30.03.99
ISSN : 0035-2640 - Dépôt légal à parution
N° de commission paritaire : 0217 T 81658
IMPRESSION : SIEP, 77590 Bois-le-Roi

DIRECTION GÉNÉRALE-DIRECTION DES PUBLICATIONS
Alain Trébucq (6903) atrebucq@gmsante.fr

CONTRÔLE FINANCIER
Corinne Vandenbroucke (6852)
cvandenbroucke@gmsante.fr

DIRECTION MARKETING
Tatiana de Francqueville (6904)
tdefrancqueville@gmsante.fr
Responsable marketing et communication
Stéphanie Richard (6977) srichard@gmsante.fr
Emplois et carrières
Irène Rakotoharime(6957) irakoto@gmsante.fr
Petites annonces
Patricia Fabre (6971) pfabre@gmsante.fr

MEDICAL EDUCATION
Valériane Cariou (6818) vcariou@gmsante.fr
Chef de publicité
Nadia Belehssen (6808) nbelehssen@gmsante.fr

DIRECTION COMMERCIALE
Davouth Op (6913) dop@gmsante.fr
Cécile Jallas (6915) cjallas@gmsante.fr
Assistantes
Agnès Chaminand (6962) achaminand@gmsante.fr
Maria Costa (6881) mcosta@gmsante.fr
Chef de publicité Internet
Mélanie Macé (6811) mmace@gmsante.fr

RESPONSABLE DU MARKETING-BUSINESS DÉVELOPPEMENT
Solange Quina (6945) squina@gmsante.fr
Assistante
Brigitte Schifano (6838) bschifano@gmsante.fr

ABONNEMENTS
Abonnement France 1 an : 175 €
CCP Paris 202 A (Global Média Santé SAS)
Tél. : 01 55 62 69 75 ; 01 55 62 69 41
Fax : 01 55 62 69 56 abo@gmsante.fr

La revue adhère à la charte de formation médicale continue par l'écrit du Syndicat de la presse et de l'édition des professions de santé (SPEPS) et en respecte les règles. (Charte disponible sur demande). Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec la direction.

Les liens d'intérêts des membres du Comité de lecture et de rédaction scientifique sont consultables sur www.larevuedupraticien.fr **(Qui sommes-nous ?).**

Jean Deleuze
Rédacteur en chef

Faible ministère de la Santé

Bien des sujets pourraient permettre aux politiques de corriger le discrédit dont ils souffrent s'ils acceptaient de s'en emparer. La santé publique, par exemple. De la présidence « agitée » à la présidence « normale », on reste confondu devant le peu d'intérêt porté aux deux principales causes de mortalité et de morbidité évitables que sont dans notre pays le tabagisme et la consommation excessive d'alcool. Une indifférence qui s'abrite derrière la très grande tolérance sociale vis-à-vis des dégâts liés à ces fléaux. Dans un ouvrage récent, William Dab, qui fut directeur général de la Santé, et la sociologue Danielle Salomon avancent, comme explication à cet état de fait, que ce qui est familier suscite moins d'angoisse que ce qui est peu connu.[1] Bien des produits ou des phénomènes actuellement suspectés d'être délétères ne feront jamais autant de victimes que l'alcool ou le tabac, mais ils sont pourtant la source de craintes bien plus importantes, probablement en raison de l'incertitude réelle quant à leurs risques, incertitude qui majore l'angoisse des populations. Pour autant, les auteurs recommandent de ne pas négliger cette perception des risques et au contraire d'y voir une opportunité pour construire un véritable système de sécurité sanitaire.

En effet, si le combat contre le tabac et l'alcool relève de la difficile lutte contre les addictions, les risques sanitaires liés aux facteurs d'environnement pourraient faire l'objet d'une identification et d'une réponse plus efficaces que celles mises en œuvre lorsque, malgré tous les signaux précurseurs, le scandale éclate, obligeant à prendre dans l'urgence et la cacophonie les mesures qui s'imposaient depuis longtemps. Si l'existence d'un risque peut être démontrée, son absence n'est jamais définitivement prouvée, dans un monde qui dans son développement génère naturellement de nouvelles menaces. Une incertitude que l'État est incapable d'anticiper tant toute évaluation et prise de décisions mobilisent d'échelons différents dans les ministères, les administrations et les structures impliquées. La création des agences sanitaires a été un progrès, mais elles-mêmes se sont bureaucratisées et mises dans l'incapacité de percevoir certains signaux, comme le montre l'affaire du Mediator. Face à un État dépassé, des expertises contestées, des dysfonctionnements permanents, des réseaux d'intérêt bien plus efficaces que la puissance publique pour influencer les prises de décision, les citoyens perdent patience et surtout confiance. Quand au ministère de la Santé, il apparaît un *« ministère faible qui doit lutter de réunions en gouvernements pour une légitimité minimale »* et qui pèse peu face aux poids lourds gouvernementaux. En le repensant complètement et en le transformant en ministère de la Sécurité sanitaire, en l'adossant à une Autorité unique et indépendante des risques sanitaires (dont les auteurs détaillent le possible fonctionnement), enfin en renforçant les liens avec les acteurs concernés de la société civile et en s'ouvrant à leurs interrogations, plutôt que de voir en eux une menace, l'État pourrait bien mieux anticiper et gérer les risques sanitaires et réapparaître légitime dans sa mission de protection de la santé des citoyens. Des propositions qui mériteraient d'être largement analysées et discutées. Qu'en pense la ministre de la Santé ? •

Dab W, Salomon D. Agir face aux risques sanitaires. PUF, 2013, 246 pages, 17 €.

TOUS DROITS RESERVES - LA REVUE DU PRATICIEN